

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Roubaix-Tourcoing : Trois mois . . . 15.00
Six mois . . . 26.00
Un an . . . 50.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, 15 fr. par mois.
En France et l'étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

TABLEAU DES BILANS

(Services gouvernementaux)
18 JANVIER
3 0/0 71 60
4 1/2 102 50
Emprunts (5 0/0) 106 60

19 JANVIER
Actions Banque de France 3540 00
Société Générale 510 00
Crédit Foncier de France 617 00
Chemins autrichiens 487 00
Lyon 1015 00
Nant 622 00
Ouest 685 00
Nord 1267 00
Midi 770 00
Suez 658 00
Février 00 00
Actions Banque ottomane (ancienne) 00 00
Banque ottomane (nouvelle) 375 00
Londres cour 25 14 00
Crédit Mobilier 160 00
Vare 11 55

DEPECHE COMMERCIALES

New-York, 19 janvier.
Change sur Londres 4.83 1/2; change sur Paris 5.17 1/2.
Valeur de l'or, 106 3/8.
Café good fair, (la livre) 20 1/2
Café good Cargoes, (la livre) 21 1/8
Marché ferme.

Dépêches de MM. Schlagenhauffen et G. représentés à Roubaix par M. Bulteau-Grymonprez :

Havre, 19 janvier.
Cotons : Ventes 1,500 b. affaires plus suivies prix plus fermes.

Liverpool, 19 janvier.
Cotons : Ventes 3,000 b. Marché calme.

New-York, 19 janvier.
Cotons : 13 1/8.
Recettes de 6 jours 93,000 b.

ROUBAIX 18 JANVIER 1877.

L'assaut radical.

Si les conservateurs ne savent pas combattre les dangers dont ils sont entourés, ce ne sera certes pas faute d'avoir été prévenus, non-seulement par leurs amis, mais aussi et surtout par leurs adversaires. Ceux-ci, en effet, ne dissimulent pas leurs projets et disent hautement qu'ils visent à transformer le monde social en désorganisant les trois forces principales de la vieille société : le clergé, l'armée, la magistrature.

Nos adversaires viennent, en effet, de remporter deux victoires qu'ils désirent vivement compléter par une troisième : ces deux victoires sont la révocation de l'avocat général Bailleul et la mise en disponibilité du général Maurice. Ces faits sont connus, nous n'avons pas à y revenir; tout au plus devons-nous constater que les scrupules du général Berthaut nous paraissent bien tardifs. Il n'avait pris aucune mesure à l'égard du général Maurice quand il connut le discours prononcé par lui chez Mgr l'évêque d'Arras; s'il n'était pas coupable alors, par quel phénomène l'est-il devenu depuis? Nous ne voulons pas insister. Mais nous avons bien le droit de dire que c'est la seconde fois, depuis qu'il est ministre, que le général Berthaut donne satisfaction au parti radical, le pire ennemi de l'armée. La première fois le général avait accepté, après l'avoir combattue par ses actes et ses paroles, la nouvelle interprétation du règlement concernant les enterrements civils de membre de la Légion d'honneur. Nous ne pouvons que nous en affliger et nous en inquiéter en vue de l'avenir.

La troisième victoire que poursuivent les radicaux, concerne le clergé contre lequel se multiplient les dénégations, et contre lequel on voudrait voir exercer des poursuites. Les prélats de France et de l'étranger, ont obéi à la prescription constitutionnelle et ordonné des prières publiques à l'occasion de l'ouverture de la session législative. Quelques prélats ont parlé ou écrit à ce sujet, se renfermant strictement dans l'exercice de leurs fonctions, dans l'usage de leur droit. Ils ont parlé ou écrit de toute la plénitude

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

INSERTIONS:
Annonces : la ligne . . . 20 c.
Réclames : 30 c.
Faits divers : 10 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. QUARRÉ, libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE et C^o, 34, rue Notre-Dame des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'Office de Publicité.

de leur indépendance, or, ce sont les paroles ou les écrits de quelques-uns qui dénoncent les feuilles radicales. Elles visent particulièrement Mgr Mabilly, évêque de Versailles, qui a prononcé un sermon devant le chef de l'Etat, les ministres et les membres des deux Chambres; et Mgr l'évêque de St.-Brieuc dont il a été lu, par les curés une lettre pastorale.

Les paroles du premier prélat, la lettre du second nous paraissent au-dessus de toute critique; nous dirons même, pour emprunter une façon de s'exprimer à l'une des feuilles les plus en renom du radicalisme, que paroles et lettres sont absolument correctes, et correctes, non-seulement au point de vue du dogme et de la morale de l'Eglise, mais aussi au point de vue de la Constitution. Et si l'on y flétrit les vices, les outrages, les audaces de certains républicains, nous n'y avons trouvé aucune phrase, aucun mot qui soit une attaque contre le gouvernement qui fonctionne en France.

Mais il est toujours, pour les révolutionnaires, utile d'attaquer, de calomnier ses ennemis; et les deux honorables prélats sont ouvertement dénoncés comme ennemis de l'Etat. Heureusement il ne s'agit plus ici d'un avocat général soumis au caprice d'un ministre nerveux, ni d'un général relevant d'un ministre subsistant des influences fâcheuses; il s'agit de dignitaires de l'Eglise ne devant qu'à Dieu compte de leurs actes et de leurs paroles dans l'exercice de leur ministère : ceux-là sont, nous voulons l'espérer, à l'abri des fantaisies d'un ministre qui ne peut leur apprendre leur devoir, et dont le blâme ne peut avoir de sanction. Les feuilles radicales en seront pour leurs dénégations et leurs peines perdues.

ALEXANDRE WATTEAU.

Les élections pour le Reichstag en Alsace-Lorraine.

On écrit des bords du Rhin au Monde :

Le résultat des élections du 10 janvier a été, dans le Haut-Rhin et dans la Lorraine, ce qu'il a été en 1874. Dans le Haut-Rhin, trois des anciens députés ont été réélus : ce sont les abbés Guerber, Simonin et Winterer. A Mulhouse, le fabricant Hoeffely a été remplacé pour raison de santé par le fabricant Jean Dollfus, qui représente les mêmes idées, et à Colmar, l'abbé Sehnliu a cédé le terrain à M. Ch. Grad, simple employé de la fabrique Herzog, mais qui s'est attiré des titres incontestés à la reconnaissance de ses concitoyens étudiant avec courage et habileté une foule de questions qui se rapportent aux intérêts vitaux de l'Alsace.

Dans la Lorraine, les élections ont été bonnes. MM. Abel et Germain ont été réélus. M. Metz, Mgr l'évêque s'étant retiré de son journal, le *Courrier d'Alsace* célèbre son propre triomphe par ces mots : « Ce n'est pas une défaite, c'est une déroute. » Ce mot est en partie vrai.

Il est surtout pour l'arrondissement de Saverne et pour Strasbourg extra-muros. A Saverne a été élu M. Schneegans, dont le rôle a été, en ces derniers temps surtout, un des plus malheureux qui se puisse concevoir. M. Schneegans a quitté, après l'annexion, la rédaction de son journal, le *Courrier du Bas-Rhin*, pour fonder successivement l'*Helvétie*, à Genève, et ensuite le *Courrier de Lyon*. Ces deux journaux avaient pour spécialité de provoquer le mépris et la haine contre tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, acceptaient un *modus vivendi* avec les conquérants du pays. Tous les Alsaciens y étaient journellement invités à émigrer et à faire le vide. Nul ne soupçonnait alors que ce vide devait servir à préparer la place au fougueux rédacteur, quand il reviendrait dans le pays se jeter entre les bras de l'autorité et couvrir de bone ceux qui ne se ralliaient pas entièrement, après avoir jusque-là fait cette besogne contre ceux qui ne s'étaient pas éloignés entièrement.

Donc M. Schneegans fit sa rentrée dans le journalisme alsacien en jetant l'insulte à la France. En outre, il y prôna haut, très-haut, sur tous les tons, le grand malheur, le grand fléau de

l'Alsace est le cléricalisme. Aucun journal radical de Paris n'eût plus admirablement soutenu cette thèse pour... le roi de Prusse. Il y a quelques semaines, ce même rédacteur se rendit à Berlin, pour de là abimer, dans une série d'articles, les courageux députés qui, au dire d'un autre candidat heureux, M. Bergmann, de Strasbourg, faisaient des efforts désespérés en faveur de leur pays.

Donc M. Schneegans, revenant tout frais parfumé des soirées des ministres prussiens auxquelles il s'était fait inviter, posa sa candidature à Saverne, et il fut élu.

Saverne a donné ses voix, il y a trois ans, à M. Teutsch, qui porta à la tribune au Reichstag la célèbre protestation que l'on sait. Sa protestation lancée, M. Teutsch se retira noblement sous sa tente, planta ses choux et livra ainsi la circonscription qu'il représentait au candidat le plus prussien qu'il ait été possible de trouver.

Strasbourg-campagne avait donné, il y a trois ans, une majorité de quelques centaines de voix seulement au candidat catholique, M. le baron de Schauenbourg. Cette circonscription était dès lors la plus compromise après Saverne. Les catholiques et les protestants y vivent en nombre à peu près égal. Or, les protestants ont partout déjà, il y a trois ans, donné presque tous leur voix aux candidats proposés ou soutenus par l'administration allemande.

C'est là ce qui rendait a priori impossible, à Saverne, l'élection de M. Meyer, le concurrent de M. Schneegans. M. Meyer est un avocat catholique. Presque tous les protestants lui ont refusé leur voix, et dans la circonscription de Saverne ils forment la majorité. A Strasbourg, extra-muros, il suffisait de déplacer quelques voix pour assurer le triomphe de M. North. A Haguenau et à Wissembourg, les protestants sont très-nombreux. Pour entamer les électeurs catholiques, les Allemands ont employé très en grand les nombreux moyens qu'ils avaient trouvés dans le pays à l'usage des candidatures napoléoniennes, et ils en ont ajouté plusieurs autres de leur propre cru. De plus, la ville de Haguenau a puissamment donné le branle. Elle s'est sottement imaginé qu'elle devait uniquement à l'éloquence de son maire l'indemnité qu'elle a obtenue pour les 350 hectares de forêts que les Allemands lui ont enlevés, et elle a cru devoir, par pure reconnaissance, transférer son honorable bourgmestre au Reichstag, sur le siège de l'excellent député M. Hartmann.

A Strasbourg, intra-muros, la lutte a été acharnée au dernier moment. Mais deux mille électeurs se sont trouvés n'avoir pas été portés sur les listes, et le candidat patronné par les Allemands a déclaré dans son manifeste, pour obtenir les voix, que l'Alsace n'a pas de pire ennemi que la bureaucratie berlinoise! Il faut, de plus, tenir compte que les immigrés sont très-nombreux à Strasbourg; que l'ancien député, M. Lauth, n'a de nouveau accepté la candidature qu'au dernier moment, et que la veille de l'élection beaucoup d'électeurs demeurant hors ville ignoraient encore sa candidature fut posée.

Pour les deux autres circonscriptions du Bas-Rhin, l'issue de l'élection semble due à un immense malentendu. A Molsheim-Erstein il n'y a pas eu 12,000 votants sur plus de 29,000 électeurs inscrits, et à Schlestadt l'élection a été troublée par des malentendus déplorables de la dernière heure.

En résumé, il faut conclure de ces élections que la population protestante de l'Alsace est, sauf les exceptions, en masse complètement gagnée au régime nouveau, et pour le restant de la population il faut se souvenir que l'Alsace n'a pas l'ombre d'un organe indépendant pour représenter et défendre les intérêts des 300,000 habitants catholiques. Il était impossible de préparer l'élection.

LETRE DE PARIS

(Correspondance particulière)

Paris, 18 janvier 1877.

J'ai rarement vu une absence aussi prolongée de nouvelles politiques à l'intérieur.

Malgré le démenti des feuilles radicales, il s'est positivement produit un courant d'opinions tendant à faire prévaloir, dans la nouvelle commission du budget, non pas un élément qui admettrait, en matière budgétaire, le droit égal de la Chambre des députés et du Sénat, mais un élément moins systématiquement anti-républicain.

La nouvelle de la création des inspecteurs généraux au ministère de l'Intérieur, donne lieu à de très-vives critiques dans les cercles républicains.

Au palais de Justice, on ne semble pas mettre en doute que la Cour de cassation rejettera le pourvoi contre l'arrêt de la Cour de Besaçon, relatif aux

commissions mixtes. La Haute-Cour ne voudrait pas se déjuger, car, le 19 janvier 1875, par un arrêté longuement motivé, elle a déjà reconnu la légalité des commissions mixtes. M. Renonard étant déjà le chef du Parquet, et sur les conclusions conformes de l'avocat général Verchon.

Un de nos confrères les plus dignes d'estime et de sympathie, M. Guébault, rédacteur en chef du *Courrier du Berry*, vient de publier à la librairie Normand, rue des Sts-Pères, un opuscule intitulé : *Une solution de la question ouvrière*. L'auteur s'occupe principalement du point de vue pratique, économique et social de cette question. Il cherche à défaut du sentiment religieux, à convaincre l'ouvrier au nom de son intérêt. Il est très-utile de propager cet écrit dont le bas prix permet de le répandre dans la classe ouvrière.

On annonce que M. Victor Tissot vient de signer, avec un autre éditeur que M. Dentu, un traité des plus avantageux pour une nouvelle édition de son *Voyage au Pays des Milliards*.

M. Sardou a, dit-on, des difficultés avec la censure, au sujet d'une nouvelle comédie dans le genre *Rabagas*. Il paraît que l'auteur a mis en scène, d'une manière trop peu gaie, le salon d'une princesse étrangère à Paris, salon connu pour recevoir habituellement certains républicains.

Le parti libéral modéré qui vient d'être si complètement battu dans les dernières élections en Italie, fait paraître en français à Rome, un recueil hebdomadaire intitulé : *Le Courrier d'Italie*.

Le premier numéro contient des extraits curieux de six lettres inédites du roi Charles-Albert. Il publie aussi un article destiné à combattre les objections soulevées à l'étranger contre l'Exposition universelle de 1876. *Le Courrier d'Italie* dit :

« La France est une nation exceptionnelle. Elle semble avoir reçu le singulier privilège d'être toujours pour l'univers un sujet d'étonnement, dans ses désastres comme dans ses grandeurs, par ses subites défaillances comme par ses magnifiques réveils, par son inexplicable insouciance à certaines heures, à d'autres moments par les prodiges de son activité et par les audaces de son institution.

Mais d'autres considérations, d'un caractère plus élevé, justifient la grande fête industrielle que prépare la France, et doivent en assurer le succès. En organisant une exposition universelle pour 1878, nos voisins n'ont pas été inspirés par le désir d'attirer un certain nombre de visiteurs dans leur capitale, et de procurer ainsi quelques avantages au commerce parisien. Ils ont obéi à une pensée plus sérieuse; ils ont eu une ambition plus haute. La France a dressé l'inventaire de son travail depuis 1870, et elle a eu la satisfaction de reconnaître qu'une guerre formidable, les calamités d'une invasion, les recousses intérieures qui ont suivi cette longue et effroyable lutte, les dix milliards qu'elle a dû jeter dans le gouffre de ses désastres, n'ont brisé ni même affaibli les ressorts de son activité. Elle a pu constater avec un légitime orgueil que l'heure de sa décadence n'a pas encore sonnée qu'elle n'est ni moins vigoureuse ni moins riche qu'au temps de sa toute-puissance, et qu'elle est encore en état de lutter avec avantage, sur le terrain de l'industrie et du commerce, avec les nations les plus avancées et les plus prospères. Eh bien! la France a voulu placer cet inventaire sous les yeux de l'Europe, sous les yeux du monde entier. Elle veut nous montrer qu'une nation, toute riche et puissante qu'elle soit, peut succomber sous des forces prépondérantes, mais qu'elle se relève immédiatement quand elle sait travailler, quand elle travaille.

C'est là un grand et noble enseignement que la France donne à tous les peuples. Nous devons être les premiers à nous réjouir de ce magnifique exemple que nous présente une nation liée indissolublement à l'Italie par la communauté d'origine et par de glorieux souvenirs. Cet exemple est le plus éloquent des réponses aux détracteurs intéressés qui proclament « la décadence des races latines. »

On m'écrit du palais de la Bourse : Nos recettes générales ont acheté pour 6,000 fr. de rentes 3 0/0, et 116,000 fr. d'emprunt 5 0/0 sur lesquelles sont venus renchérir 48,000 fr. d'escompte 5 0/0.

Comment résister à une telle situation quand le capital ne trouve même pas à s'employer sur le marché du comptant? C'est que le commerce tombe de plus en plus en souffrance! On en trouve une preuve nouvelle dans le bilan hebdomadaire de la Banque de France dont le chapitre commercial accuse une nouvelle diminution de treize millions; il ne faut pas oublier que la Banque de France, la première institution de Crédit du monde entier, n'a offert à ses action-

naires, pour second et dernier dividende semestriel, qu'une répartition de 60 fr. pour action, et grâce, dit-on, à ce qu'une partie de cette distribution ait été prélevée sur son immense fond de réserve.

Qui oserait donc parler de la prospérité actuelle de la France? L'étranger, seul, qui convoite sans cesse de nouveaux emprunts (car on en annonce quelques-uns comme devant être prochainement) et qui vient, comme en eau trouble, pêcher au milieu de nos épargnes improductives quand personne, chez nous, ne songe à se préoccuper au lendemain.

DE SAINT-CHERON

Inauguration de l'Université Catholique de Lille

Hier, 18 janvier, jour de la fête de la chaire de Saint-Pierre à Rome, l'Université catholique de Lille, inaugurerait sa rentrée solennelle, au milieu d'un immense concours de personnes venues de tous les points de nos deux départements du Nord et du Pas-de-Calais. Bien avant neuf heures, la vaste église de St-Maurice, où se célébrait la messe pontificale, était devenu insuffisante pour contenir la foule des fidèles qui désiraient prendre part à cette première partie de la fête. Deux cardinaux, plusieurs évêques, un abbé mitré, les membres de l'Université, de nombreux invités, parmi lesquels on remarquait des sénateurs, des magistrats, des représentants de l'armée, avaient pris place dans le chœur. C'était Mgr l'évêque d'Arras qui officiait. Après l'Evangile, M. le vice-recteur a lu le bref pontifical qui institue canoniquement l'Université catholique de Lille, puis Mgr de Lydda est monté en chaire, et, dans une magnifique improvisation, qui a ému profondément l'auditoire, il a commenté cette devise : « *Instaurare omnia in Christo in quo sunt thesauri Sapientie et Scientie absconditi* », qu'il avait prise comme texte de son éloquent discours. La messe ne s'est terminée que vers onze heures et demie.

Dans l'après-midi on se réunissait à l'église Sainte-Catherine pour assister à l'ouverture solennelle des Facultés. Il y avait même empressement, et dès deux heures, quoique la séance ne devait commencer qu'à deux heures et demie, l'église était littéralement remplie. Bientôt on vit leurs Eminences les cardinaux, Nos Seigneurs les Evêques, de nombreux prêtres, des invités civils et militaires, venir occuper les fauteuils qui leur avaient été préparés sur une immense estrade. Puis les quatre Facultés en grand appareil ont fait leur entrée dans l'église; des applaudissements chaleureux ont retenti lorsque le cortège s'est déployé pour aller occuper la place qui lui était réservée.

Immédiatement après M. le chanoine Hautecœur, recteur magnifique de l'Université de Lille, a pris la parole, et dans un discours éloquent écrit, il a retracé toutes les phases qu'avait dû traverser l'institut catholique avant de devenir Université. Ensuite M. de Varelles Sommières, doyen de la faculté de Droit, M. de Margerie, doyen de la faculté des Lettres, M. Chautard, doyen de la faculté des Sciences ont tour à tour parlé des Facultés, qu'ils sont chargés de diriger, des éléments de vie et de succès, qui leur sont assurés, des éminents professeurs, qui ont reçu la mission d'enseigner. L'auditoire n'a cessé d'être tenu sous le charme de ces discours sagement pensés et noblement écrits; maintes fois, il a souligné de ses applaudissements les chrétiennes déclarations, qui y ont été faites. Honneur à ces hommes de foi et de dévouement, qui doivent régénérer notre enseignement et restaurer le véritable progrès dans les sciences!

M. Solosse, l'un des professeurs de Droit, était chargé de faire le rapport sur les travaux des élèves, qui ont suivi l'année dernière les cours de l'école, il s'en est acquitté avec un rare bonheur de pensées et d'expressions que l'auditoire a chaleureusement accueillies, puis a eu lieu la distribution des médailles et mentions aux élèves, qui les ont méritées; parmi eux se trouvait M. Camille Scalabre de Tourcoing, qui a été particulièrement félicité de la manière remarquable avec laquelle il a fait sa première année de Droit.

Son Eminence le cardinal Régnier a tenu de jure lui-même cette belle séance, en prononçant un discours, qui a été vivement applaudi. Sa Grandeur a remercié tous ceux, qui ont travaillé

à reconquérir la liberté de l'enseignement supérieur, et après avoir exprimé sa reconnaissance aux membres de l'administration et aux nombreux fondateurs de l'Université catholique de Lille, il a recommandé la confiance dans le succès de cette grande œuvre, qui ne saurait périr, parce que Dieu est avec et qu'il la veut...

Il était cinq heures et demie lorsque la séance a été levée. Nous commencerons dès aujourd'hui la reproduction des divers discours qui ont été prononcés dans cette belle et mémorable réunion.

DE SAINT-CHERON

La Vraie France publie un compte-rendu que nous lui empruntons, il complétera le nôtre :

Le 18 Janvier 1877 a été un grand jour pour les Catholiques de Lille, pour ceux des départements du Nord et du Pas-de-Calais, et nous pouvons dire, pour ceux de la France entière.

L'Université catholique de Lille a les sympathies de tous ceux qui ont généralement combattu pour la loi de la liberté de l'enseignement, et nous en sommes persuadés, de toutes les provinces de notre pays, on s'est uni d'esprit et de cœur à ceux qui ont en le bonheur d'assister aujourd'hui aux fêtes si touchantes et si chrétiennes de l'inauguration.

Et pendant que nous étions tous réunis, à deux reprises différentes, dans nos vastes églises trop petites pour contenir ceux qui y cherchaient place, ne semblait-il pas que nous étions tout à coup transportés dans ces âges de foi et d'enthousiasme catholique, pendant lesquels le peuple entier envahissait souvent, comme un seul homme, ses vieilles basiliques, et tombait au pied des autels sans même songer qu'il pût y avoir des cœurs ne battant pas à l'unisson du sien!

Dès neuf heures du matin une foule recueillie remplissait l'église Saint-Maurice où devait se célébrer la sainte Messe; à neuf heures et demie les différents corps de l'Université firent leur entrée solennelle, la faculté de Droit, la faculté des Lettres, la faculté des Sciences, chaque professeur était revêtu des insignes de sa dignité; en voyant à côté d'eux leurs collègues, les éminents professeurs de la faculté de Médecine en costume ordinaire, on songeait involontairement aux injustices et aux violences qui ne permirent pas à cette faculté de se constituer jusqu'à ce jour; aussi, la foule respectueuse paraissait-elle la saluer avec sympathie plus ardente.

Leurs Eminences les cardinaux-archevêques de Cambrai et de Malines, primat de la Belgique, président de la cérémonie, entourés de plusieurs évêques; Mgr Fava, évêque de Grenoble, Mgr Delannoy, évêque d'Alger, Mgr de Lydda, grand chancelier de l'Université, Mgr Hautecœur, son recteur, l'abbé de la Trappe Sainte-Marie, Mgr Scott, doyen d'Aire-sur-la-Lys, camérier de Sa Sainteté Pie IX, entourés d'un nombreux clergé venu de tous les points des deux vastes diocèses du Nord et du Pas-de-Calais, on remarquait dans la foule plusieurs officiers supérieurs, M. Paris, sénateur, qui, tout récemment encore, eut l'honneur de porter la parole au Sénat en faveur de la liberté d'enseignement, M. Henri Bernard, M. le comte de Caulincourt, tous deux récemment nommés commandeurs de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, et un grand nombre d'étrangers de distinction.

Pendant la sainte Messe, célébrée par Mgr Lequette, M. l'abbé Fuzet, secrétaire général de l'Université, donna lecture de la bulle d'institution canonique accordée par Sa Sainteté Pie IX, dont nous donnerons prochainement le texte et la traduction à nos lecteurs, désireux à bon droit de connaître cet important document, qui est la pierre angulaire sur laquelle reposera désormais l'édifice tout entier de l'Université catholique de Lille.

Monseigneur de Lydda, son grand chancelier, s'est inspiré ensuite du beau spectacle qui s'offrait à lui et a montré, dans un éloquent discours, les grandes choses que l'Eglise avait faites dans le monde, et surtout ce qu'elle avait entrepris pour la science; il a rappelé ce qu'étaient les sages de l'antiquité qui apparurent sur la terre comme de rares éclairs dans une nuit profonde; et au même temps il a remis sous les yeux de ses auditeurs le magnifique tableau de l'Eglise catholique, seule vivante et debout au milieu du monde qui s'effondrait avec l'empire romain, et conservant avec la civilisation les monuments de l'antiquité païenne elle-même. Enfin, il nous a fait assister à ce grand travail de reconstruction sociale, mené à si bonne fin par l'Eglise à l'aide de ces écoles, de ces universités fondées partout par le Pape et par les Evêques et qui firent de l'Europe et de la France surtout, le centre vivant de la civilisation.